

Michel Rocard : l'enterrement d'une illusion

Posté le : 12 juillet 2016 10:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Economie et politique

Il est toujours délicat de commenter l'enterrement d'un homme politique. Derrière le politique pleurent des proches qui ont des raisons de s'affliger et qu'on aimerait laisser à leur chagrin. Mais derrière l'homme disparu demeure le sillage politique et, dans notre cas, un extraordinaire concert de pleureuses médiatiques, transcendant les clivages habituels, qui pousse à s'interroger : au-delà de la dépouille d'un homme politique, plutôt gai et assez sympathique, de type Turlupin, mais marginal, puis marginalisé, de quoi fête-t-on, en si grande pompes, les funérailles ?

En politique, on ne juge que des actes.

En 1958 la grande question était la décolonisation, avec une guerre en cours en Algérie. Mendès France avait raté la décolonisation en Indochine. En annonçant qu'il se donnait cent jours pour forcer un arrangement avec les communistes du Vietminh, il avait offert à Giap l'occasion d'infliger une défaite majeure à la France à Dien Bien Phu. Le rusé général concentra toutes ses forces sur un point d'appui français secondaire. La défaite fut terrible et la France négocia en situation de faiblesse. Le résultat fut le démarrage de... la guerre d'Algérie. Edgar Faure s'était bien mieux sorti de la question marocaine, en évoquant « l'indépendance dans l'interdépendance ». Puissance du verbe et de la contorsion. Mais le Maroc était un protectorat qui n'avait plus besoin de protecteur. Guy Mollet et Robert Lacoste étaient confrontés à une difficulté bien plus grande. L'Algérie était un département français avec une population d'origine métropolitaine importante. Les soviétiques et leur affidés du PCF chauffaient les braises et alimentaient une trahison permanente, comme au temps du pacte germano-soviétique.

Il était impossible de sortir les mains propres d'une situation aussi difficile. La SFIO en était incapable. La Quatrième République, où le PC représentait entre 25 et 30% de l'électorat, ne l'était pas plus. La seule solution pour ceux qui croyaient en l'impérieuse nécessité de l'indépendance de l'Algérie (nous en étions) était de soutenir l'action du général de Gaulle. On savait, depuis Bayeux, qu'il souhaitait remettre tous les mandats coloniaux, dans l'ordre et le respect de la France, et depuis la guerre, qu'il avait, seul, le prestige et l'autorité nécessaires pour faire assumer à son camp la séparation algérienne.

La bonne solution, pour la décolonisation, c'était de Gaulle. Naturellement le jeune Rocard fut contre. Pendant que son père faisait péter des bombes atomiques à Reggane, le centre atomique français au fin fond du Sahara algérien, il portait, selon ses propres dires, des valises de billets au FLN. Même Jospin, qui était frappé du même tropisme d'engagement marxiste, tendance Trotsky, avait refusé la trahison. Il le dira lors de la sinistre affaire Boudarel, un traître communiste qui avait persécuté dans les camps Vietminh les soldats faméliques qu'Ho Chi Minh y faisait crever de faim et de mauvais traitements, jamais jugé et honteusement recyclé comme « spécialiste » de l'Asie à l'Université. On peut ne pas croire à cette affaire de porteur de valises. Michel Servet, le pseudo qu'il utilisait, jouait au dur avec un physique minuscule de Lou Ravi de la révolution, mais on voyait bien que ce fils de notable de la République s'engageait surtout dans la jactance. Pas question, comme Régis Debray, de finir à Camiri !

Dans cet exercice, il donna toute sa mesure au PSU, un groupuscule sans importance dont la doctrine première était le dépassement du capitalisme et du socialisme par l'autogestion « à la

yougoslave ». Quiconque avait fait un saut en Yougoslavie savait à quoi s'en tenir : des peuples ruinés, hagards, violents, mangeant à peine à leur faim, habillés comme des clochards, sans espoir, démotivés dans le travail mais pas dans la haine de tout et de rien, prêts à en découdre avec la terre entière et surtout à fuir ce paradis autogestionnaire. Elu représentant d'une conférence à Sc Po, je cherchais à organiser des rencontres avec tout le spectre des forces politiques du moment. Je contactais le PSU (dont Rocard-Servet n'était pas encore secrétaire général). On m'indiqua une conférence où un jeune prometteur allait faire un tabac. J'y allais. J'écoutais Rocard expliquer de sa voix incompréhensible de l'époque tout le bien qu'il pensait du modèle titiste. On disait, à l'époque, que son cerveau reptilien de droite empêchait son cerveau acquis de gauche de s'exprimer correctement. J'intervins pour témoigner de la misère, la colère, la violence rentrée que l'on trouvait en Yougoslavie. Le péremptoire affirma que l'autogestion à la française ne serait pas contaminé par les difficultés historiques qui avaient assaillis la Yougoslavie et qui, seules, expliquaient sa situation actuelle. Toujours cette vieille rengaine socialiste qui veut que tous les défauts du socialisme réalisés ailleurs n'apparaîtraient jamais en France. Pourquoi ? On ne savait pas. C'était à prendre ou à laisser. Je laissais, privant sans doute mes camarades d'une exposition féconde à une pensée politique transcendante. Quarante ans plus tard je rencontrais fortuitement Rocard en Corse dans le meilleur restaurant de l'île. Il entamait les visites protocolaires liées à son prochain mariage avec la charmante Sylvie, une fille plutôt giscardienne mais très bien. Je lui rappelais notre débat sur l'autogestion. Il prit le souvenir avec la bonne humeur qui ne le quittait pas souvent et répondit : « Les Yougoslaves ont eu tort d'abandonner l'autogestion ». Il n'est pas sûr que ce fût de l'humour.

Michel Rocard qui a toujours vécu la vie nationale, à chaque tournant majeur, comme sous son influence directe, s'est beaucoup vanté de son rôle en mai 68. En vérité, à cette date, il était déjà une vieille barbe. Il se retrouva avec Mendès-France à Charléty, croyant venu le moment du coup d'Etat. Hélas pour lui c'était déjà la fin de la récré. Le général « factieux » et « venu au pouvoir sur un putsch » venait à nouveau de lui donner une leçon de démocratie.

Le PSU intégra le PS, comme tous les mouvements marginaux, notamment trotskistes, en minorité bavarde mais sans pouvoir. Le nouveau maître était un homme de droite à Francisque particulièrement cynique qui avait compris que son destin s'accomplirait en s'appuyant sur le rassemblement des hommes de gauche bien décidés à grimper au cocotier du pouvoir. « Laissez-moi être président – je vous permettrais d'accéder au pouvoir et à la richesse ».

La ringardise et les dangers du programme Commun de la gauche était tel que personne de sérieux ne pouvait croire une seule seconde qu'il pourrait faire mieux que de casser la croissance durablement. Mitterrand s'en fichait. L'élection d'abord. La sérieux de Rocard l'emporta sur la totale docilité. Il regimba. Un tout petit peu. La question des nationalisations n'était pas de savoir si on volait 51% ou 100% du capital des entreprises nationalisées. Mais s'il était sérieux de se lancer dans un tel massacre industriel et financier. Que reste-t-il des nationalisations de 81 : rien !

Mitterrand s'offrit le luxe de « lever l'hypothèque » d'une mythique « deuxième gauche » lors de sa réélection contre Chirac. On allait voir ce qu'on allait voir. On ne vit rien du tout. La déception partout fut grande. La parole est une chose. Les actes, une autre. Le « Grand Pourrisseur » qui régnait en « Dieu » chassa le « Petit Mec » comme un valet. Réduire ses collaborateurs, épouse, amis et amies, à leur triste condition et un peu plus bas encore, était sa spécialité. Ce pervers narcissique aimait ces abaissements. Cela fit quelques morts dans son entourage et combien de blessés. Dont Rocard.

La bonne idée de lui-même qu'avait Rocard n'en fut pas le moins du monde affectée. Bien que la pire déroute électorale socialiste, en attendant la prochaine, fût la conséquence directe de sa gestion, il a toujours considéré qu'il avait été le « meilleur Premier Ministre de la Vème République ».

Les faits ne confirment pas cette autocélébration. Les deux ans de gouvernement Chirac-Balladur,

lors de la première cohabitation, avaient assaini la situation économique et la conjoncture mondiale entrainé dans sa phase bouillonnante de croissance. Le cycle existe. Comme Jospin plus tard, Rocard a bénéficié d'une conjoncture mondiale incroyablement favorable sans y être pour quoi que ce soit. Que faut-il faire pendant ces périodes de vaches grasses qui voient les recettes fiscales prendre l'ascenseur pendant que l'économie prend l'escalier ? Evidemment assainir, réformer, guérir des plaies béantes dans les comptes publics. Les réformes douloureuses se font mieux quand la conjoncture est élevée. La dette se réduit mieux quand la croissance rapide est là. La dette était déjà préoccupante. Les retraites entraient dans une séquence intenable après la démagogie intenable de la retraite à soixante ans. L'investissement proprement français avait été tué par la fiscalité excessive sur le capital. Il fallait, en souplesse, grâce à la bonne conjoncture, calmer le jeu fiscal, redonner du souffle à l'économie, dégonfler la dépense publique. Rocard va faire tout l'inverse. Il remet en marche l'ISF et crée la CSG. La pression fiscale, déjà mécaniquement aggravée par la croissance (si les impôts sont globalement progressifs, ils grimpent plus vite que la croissance surtout si elle est rapide : une croissance de 3.5% du PIB entraîne une croissance de 7% de l'impôt sur le revenu) est poussée à l'extrême. La dépense publique coule à tout va. Le RMI est à la fois un trou dans la coque du navire et un enfermement durable pour ses bénéficiaires. En acclimatant l'idée qu'on pouvait vivre aux crochets de la nation sans jamais travailler, Rocard a rendu le pire service au pays. Aujourd'hui 2 à 3 millions de familles et près de 7 millions de personnes sont ainsi enfermées dans une pauvreté subventionnée qui gâche leur vie possible tout en ruinant les comptes nationaux. Lorsque la conjoncture se retournera avec la crise de 92-93, la France se retrouvera ruinée. Bérégovoy prendra la balle. Mais c'est Rocard qui avait chargé le pistolet.

La seule action réellement positive qui peut être mis à son actif est la paix en Calédonie. Mais, là encore, il oublie de dire que l'extrême fermeté montrée par Chirac avait ouvert la possibilité d'un dialogue plus serein en bloquant toute tentation de violence de la part des Kanaks. Sans ce préalable, il est probable que de violence en violence, la situation aurait évolué bien moins favorablement. La méthode Rocard se serait apparentée à la méthode Guy-Mollet-le-honni. Il est plus facile de panser des plaies que de bloquer à la source et par le dialogue une rébellion qui se dynamise par ses propres crimes.

Finalement, Mitterrand flinguera Rocard en une rouerie, lorsqu'il se croira quelque chose à la tête du PS, en envoyant le missile Tapie dans sa nursery. Rocard n'a jamais rien pesé.

Il était en phase avec une partie des Français qui ne voulaient plus d'Histoire ni d'histoires. Plus de volonté. L'altérité sacralisée en bandoulière. «Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil ». La France qui pleure est celle d'une génération de fils de petits bourgeois récemment enrichis par les trente glorieuses qui ont tenu à être fonctionnaires et à ne pas se salir les mains dans des boulots de « prolbacks », qu'ils ont laissé sans pitié aux immigrés, en lisant Libé et en trouvant l'humour de Canal Plus sublime. La France qui gémit est celle qui ne voulait pas avoir les mains sales, ne pas diriger, tout en ayant le confort et les plaisirs du pouvoir et de la richesse, payés par les autres, tout en vilipendant les « négriers » cupides qui croyaient en l'entreprise. Pleure en bloc toute l'Enarchie Compassionnelle, qui s'est épuisée à ruiner le bourgeois et à effacer la France, tout en vivant des vies de rêve, sans risque, en brassant la moraline, mais sans avoir à souffrir des vœux pénitents du clergé traditionnel. Pleurent en bloc tous ceux qui ont cru que Hollande et Valls allaient faire une politique « à la Rocard », c'est à dire qui serve le portefeuille de droite et le cœur de gauche. Pleurent en bloc les Gracques et tous ceux qui ont cru qu'il pouvait y avoir un « socialisme intelligent », magnifique oxymore, pourvu qu'il soit médiatisé par des hauts fonctionnaires.

Ceux-là comptent désormais sur Juppé, qui a souvent répété que le RMI et l'ISF étaient deux réformes que la droite aurait dû faire et qui a beaucoup fricoté ces derniers temps avec Rocard.

Nouveau paradoxe, car Juppé s'est tué à tenter de faire, en période de vaches maigres, les réformes indispensables que Rocard auraient dû faire en période de vaches grasses. L'Enarchie

Compassionnelle tente de survivre. Elle n'a pas encore compris qu'il n'y a plus de place pour aucun socialisme, même délayé et défendu par la haute fonction publique, dans la France déclinante et subvertie d'aujourd'hui.

Rien à faire : le « socialisme intelligent », c'est-à-dire qui n'étouffe pas peu ou prou la société et l'économie, n'a jamais existé et n'existe pas. Les trois expériences françaises (Mitterrand, Jospin, Hollande) l'ont assez prouvé. Ne parlons pas de Mugabe et de Chavez.

Sur la fin, Rocard s'était mis à accuser les dirigeants socialistes de tous les maux, pour sauver l'idée qu'il se faisait d'un socialisme qui ne soit pas intolérable. Il suffit de lire ses dernières interviews, toutes impitoyables pour Hollande et la « sinistre » galerie des ténors du socialisme « vraiment de gauche ». Ces attaques ad hominem auront été son cri ultime d'impuissance. Imprécation n'est pas raison. La France n'est pas social-démocrate, comme J. Julliard, pendant catho du rocardiste protestant, le prétend, prenant ses rêves des années soixante pour la réalité.

Une génération s'évanouit. Une pierre tombale de plus vient d'être posée sur cinquante ans d'illusion d'une partie du journalisme et du militantisme politiques de gauche français, dans un flot de fleurs de rhétorique fanées et de larmes de crocodile.

RIP.